

## Forum du futur.

Auteur : GUTMANN Francis

Date : 2003

Ouverture de la séance par M. Francis GUTMANN

Des trois tables rondes précédentes, on peut relever les points suivants :

- Les besoins énergétiques à l'échelle mondiale vont continuer à augmenter en dépit des efforts de maîtrise de la consommation.
- La consommation va augmenter dans les pays les plus développés, ce qui entraînera, pour eux, un accroissement du déficit en énergie.
- La consommation, dans les vingt à trente ans à venir, augmentera dans les pays émergents, cela concernera principalement :
  - le Brésil qui consomme aujourd'hui 3 fois moins que l'UE par tête d'habitant,
  - la Chine qui en consomme 6 fois moins,
  - l'Inde qui est dans un rapport de 1 à 15 avec la consommation de l'Union.
- Les besoins énergétiques augmenteront d'abord en hydrocarbures.

Ces constats amènent à poser les questions suivantes :

- Existe-t-il des réserves suffisantes à un coût acceptable ?
- Existe-t-il d'autres énergies que les hydrocarbures ?
- Comment peut-on essayer de mieux maîtriser le développement des besoins énergétiques sans laisser les pays sous-développés ?
- Comment stopper la dégradation de l'environnement ?

On peut noter que les réserves d'hydrocarbures existent en elles-mêmes. Grâce au progrès technologique, certaines réserves deviennent accessibles.

La répartition géographique des réserves d'hydrocarbures est déséquilibrée. Les évolutions de besoins mentionnées ne peuvent qu'aggraver ces déficits. De cela résulte de nombreux problèmes de transport, de commerce et de dépendance.

Les autres énergies ne connaissent pas le même déséquilibre entre producteur et consommateur. Le charbon connaît une nouvelle jeunesse. Le nucléaire n'a pas le problème de l'effet de serre, mais rencontre un problème d'acceptabilité. Il est à noter qu'il n'y a pas d'énergie miracle. Les difficultés majeures qui se posent sont valables pour tous les pays, pour tous les usages.

Celles-ci sont les suivantes :

- Nécessité d'une politique de l'énergie à long terme, ce qui exclut l'improvisation,
- Diversification des formes et des sources d'énergie pour se prémunir contre les dépendances,
- Depuis quinze ans, l'évolution de la situation engendre une insécurité économique qui provoque des à-coups sur le prix du brut,
- Le besoin de financer des investissements dans ce domaine. Pendant longtemps, les prix ont été trop bas pour pouvoir les financer,
- L'insécurité environnementale. Kyoto n'est pas la panacée, il a un coût, et ne dispense pas d'un effort de recherche.

Cela ne doit pas déboucher uniquement sur un débat théorique ; il y a aussi des aspects pratiques à résoudre, comme, par exemple, le piégeage du CO2,

- L'insécurité mondiale : celle sur le pétrole peut en être une des causes.

Intervention de M. SCHLUMBERGER

Sur la question de l'approvisionnement, il faut être prêt à affronter le pire des scénarios. Il est donc nécessaire de s'interroger sur les réserves stratégiques.

Ce n'est pas une idée nouvelle. Elle est apparue au début du vingtième siècle en Grande-Bretagne, puis en France. Les stocks sont constitués pour éviter une dépendance trop forte et pour éviter une rupture dans les approvisionnements. Ils contribuent aussi à réguler les marchés.

Au niveau européen, la grande diversité des approches nationales en matière énergétique entraîne une absence de coordination au sein de l'Union sur les questions d'approvisionnements et de stockage.

Les critères de décisions pour posséder des stocks stratégiques

- La dépendance extérieure ; à cet égard, les Britanniques ont peu ou aucun d'intérêt à avoir des stocks,
- Des réserves stratégiques qui peuvent servir à plusieurs éléments, comme le montre l'exemple américain,
- Les coûts. Tous risques entraînent des coûts pour les prévenir. C'est un élément qu'il faut connaître lors des investissements et du fonctionnement.

Techniquement, ces réserves doivent " tourner ", pour éviter que le carburant ne se dégrade. Il faut donc définir une politique nationale de stockage et déstockage.

Le système américain est un système fédéral financé sur crédits publics. Les Etats-Unis mènent une politique fédérale pour les stocks. Ils possèdent quatre sites. Le déstockage peut intervenir lorsqu'il y a une crise sur les prix. Les compagnies pétrolières ont déjà bénéficiées de cette mesure. La réserve américaine a nécessité 3 milliards de dollars d'investissement pour un fonctionnement annuel de 200 millions de dollars.

D'autres pays mènent également une politique de stocks : l'Inde, la Corée du Sud, la Chine et le Japon. Pour la France, les opérateurs doivent avoir un stock tampon. En comparaison avec les Etats-Unis, le système français est plus intéressant pour ce qui concerne les coûts (rapport allant de 1 à 5 à 1 à 10). Les réserves actuelles sont de 90 jours d'importation. Il faut noter que les armées ont un système qui leur est propre.

En ce qui concerne l'Europe, fin 2002, une proposition de développer une politique dans ce domaine a été faite dans l'indifférence générale.

En conclusion, il faut constater que les stocks stratégiques sont une nécessité. Cependant, tels qu'ils sont constitués, ils ne pourront pas faire face à une rupture des approvisionnements. Par ailleurs leur coût, aussi bien pour l'investissement que le fonctionnement, est élevé. Au niveau de l'Europe, la constitution de stocks stratégiques nécessiterait une PESCE crédible.

Intervention de M. NESTEROV

Le cœur de la coopération entre l'UE et la Russie remonte aux années 1993-1995. Cette coopération s'explique par des considérations politiques :

- L'approche multilatérale de l'Europe a toujours été une source d'inspiration pour la Russie,

· La Russie représente pour l'Europe un moyen d'équilibrer sa forte dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient.

La Russie possède 25% du gaz naturel et 12 % du brut. C'est le deuxième exportateur de pétrole après l'Arabie Saoudite. En 2003, ses exportations augmenteront de 30%. Elle souhaite vendre en Europe 30% de sa production. Le volume de vente vers l'UE représente 50 milliards d'euros. Les investissements de l'industrie pétrolière ont augmenté de 25%.

Pour l'avenir, différents projets, mis sur pied par le gouvernement et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), existent. D'ici 2005, une évolution de la consommation extérieure est prévue.

Les exportations de pétrole augmenteront d'ici 2010 de 15%. Il existe de grands projets, en revanche les capacités d'exportations ne sont pas à la hauteur. Un projet de pipe-line entre les USA et la Russie a déjà été monté. Le gouvernement russe vient de décider d'en construire un vers la Baltique, ce qui permettra une augmentation de 25% des exportations de brut.

Les besoins de l'UE en énergies d'origine russe

Pour l'UE, les exportations russes représentent des approvisionnements sécurisés. On constate aujourd'hui une décroissance de la production britannique et l'on observe que l'écart se creuse entre les capacités de production et les besoins. L'ensemble de ces facteurs accroît le phénomène de dépendance de l'UE.

La Russie est un géant pour le gaz, avec 22% de la production mondiale. L'UE a plus besoin de gaz russe. Actuellement 48% de gaz provient de la Russie. La part du gaz va augmenter dans les importations de l'UE. Pour honorer la demande, la Russie doit d'attirer davantage d'investissements étrangers. Les oléoducs sont obsolètes, il y a un besoin de coopération et d'aide de l'UE.

Dans le long terme, la coopération doit permettre une amélioration des garanties d'investissement. Le dialogue sur l'énergie doit permettre une meilleure compréhension des différents intérêts. Actuellement la compagnie BP investit 5 milliards de dollars sur une compagnie russe, et Total voudrait acheter 2,5 milliards une autre compagnie. Ce dernier projet se heurte à une opposition russe.

Le dialogue avec l'Union Européenne est une nécessité absolue pour les deux parties. Le dialogue doit s'accroître.

M. GUTMANN fait remarquer que l'Union, née autour du charbon et de l'acier, s'intéresse de nouveau à l'énergie. Au regard de l'histoire de la construction européenne, le dialogue sur ce thème ne peut être que fructueux.

Intervention de M. SCHMITT VON SIDOW

L'approche intégrée

L'accroissement des marchés intérieurs conduit à la libéralisation de ceux-ci. La question des stocks est politique. Leur réalisation sera l'amorce d'une politique européenne.

La réalité de la situation n'est pas toujours visible. Ainsi, même s'il n'y a pas eu de rupture de stocks, on a pu assister à une augmentation du prix du baril, alors que rien ne la justifiait (l'euro augmentait même). La situation en Europe s'est objectivement améliorée, mais l'actualité internationale fait que seules les divergences retiennent l'attention. La constitution de stocks européens serait un signal fort permettant de donner confiance aux Européens.

## La maîtrise de la demande

Une directive existe sur une meilleure utilisation de l'énergie dans les bâtiments. Il est prévu une augmentation de 12% des énergies renouvelables d'ici 2002. Tout ceci est réalisé dans le cadre de l'achèvement du marché intérieur.

## Le dialogue avec les pays producteurs

Pour la coopération avec la Russie, cette dernière doit garantir la sécurité et la régularité des investissements. Une initiative a été mise en place avec les pays de la zone balkanique, le Forum d'Athènes, dont un résultat a été la séparation juridique entre les pays producteurs et les pays transporteurs.

L'UE ne cherche pas de nouvelles compétences, mais simplement à parler d'une voix plus forte dans ce domaine. Il y a donc une prise de conscience du rôle de l'Europe très importante.

## Intervention de M. OLLIER

Il y aura d'ici deux à trois mois un débat national sur l'énergie, dans lequel :

- Les besoins nationaux seront définis,
- L'intégration de la politique nationale dans l'Union sera étudiée,
- Dans le cadre de l'OMC, l'impact de l'ouverture des marchés sur l'évolution des coûts sera mesuré.

Dans le domaine de l'énergie, les impératifs économiques doivent se mesurer à l'aune de deux critères : leurs impacts sur la compétitivité et sur l'environnement.

La sécurisation des approvisionnements est une question qui doit s'apprécier au niveau national, car elle a un impact sur les questions de défense nationales.

La lutte contre l'effet de serre doit être appréhendée dans le cadre du développement durable.

L'approche européenne traduit une volonté de régulation des marchés. Dans les domaines économiques et monétaires, l'Europe a pu avancer grâce à l'intégration monétaire. Aujourd'hui, la France réussit à payer la facture énergétique grâce, en grande partie, à notre politique économique. Elle est dépendante, pour ses besoins énergétiques, à 50%, grâce à sa politique nucléaire.

Lorsqu'on étudie les dépendances énergétiques, une hiérarchisation est nécessaire. Il n'y a pas que l'énergie fossile, une politique énergétique demande de prendre en compte l'ensemble des sources possibles :

- Dans le secteur des transports, qui représentent 32% de nos besoins, nous sommes effectivement très dépendants,
- Pour le secteur tertiaire et celui des ménages, la France est moins dépendante et cela représente 42% de ses besoins, ce qui est aussi préoccupant,
- Enfin sur le plan industriel, la France est peu dépendante.

Au sein de l'Europe, la politique française a une marge de progression. Pour les besoins d'énergies fossiles, des possibilités existent en Afrique (Tchad) et en Russie. Il est à noter que la dépendance des USA pour le gaz augmentera, plus la Russie développera ses capacités de production. La diversification de nos approvisionnements nous permettra de réduire notre dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient.

## L'électricité

Nous sommes indépendants à 85%, grâce au nucléaire. Le gouvernement est favorable au maintien de ce dernier, mais il sera nécessaire de moderniser le parc électronucléaire. Il faut noter, qu'après des hésitations, les Etats-Unis ont

décidé de relancer le nucléaire. Nous possédons dans ce domaine une avance que nous devons consolider, ce qui implique une intensification de la coopération.

En ce qui concerne l'énergie hydraulique, qui représente 10%, les vallées alpines permettent une certaine marge de progression pour la mise en barrage.

#### Les énergies renouvelables

L'objectif européen est de 26%. En France, nous n'en sommes pas encore capables. Sur cette question, il ne faut pas oublier que cela a une répercussion immédiate sur le consommateur. Le kWh éolien coûte deux fois plus cher que le kWh nucléaire. Le consommateur ne doit pas être pris en otage.

#### Conclusion

La France souhaite une politique pluriannuelle de planification dans le domaine énergétique. Dans le contexte mondial, la France veut avoir son indépendance pour pouvoir intervenir. " Notre politique étrangère ne doit pas se faire à l'ombre des derricks. "

Le débat sur les énergies fossiles doit se faire dans un contexte mondial apaisé.

#### Remarque de M. VON SIDOW

M. VON SIDOW fait remarquer qu'il partage les analyses de M.OLLIER, mais pas toutes ses conclusions. Il note qu'il n'existe pas de politique commune pour le nucléaire. Le mot nucléaire est aussi tabou, ce qui fait que les problèmes ne sont pas abordés.

#### Question :

La France va relancer le nucléaire, mais ceci demeure un mot tabou. N'y a-t-il pas la nécessité de faire un effort d'explication ?

#### Réponse de M. OLLIER

C'est vrai qu'il existe une peur d'affronter le débat, on n'informe pas assez le citoyen. Il faut lever le tabou. Aujourd'hui on arrive à un niveau de sécurité sur lequel on doit communiquer. C'est vrai que sur la question de l'enfouissement des déchets il y a un effort de communication à réaliser.

#### Conclusion de M. GUTMANN

Les questions énergétiques sont l'objet de débat passionnel, dans lesquels il y a des risques à gérer et où se trouvent mêlées instabilités politiques